



2017

More Than Brides Alliance (MTBA): Mariage n'est pas un jeu d'enfant, Rapport de référence Niger

Grace Saul

Andrea J. Melnikas
Population Council


Sajeda Amin
Population Council

Sarah Engebretsen

Aissa Diarra

See next page for additional authors

Follow this and additional works at: https://knowledgecommons.popcouncil.org/departments_sbsr-pgy

 Part of the [Demography, Population, and Ecology Commons](#), [Family, Life Course, and Society Commons](#), [International Public Health Commons](#), and the [Maternal and Child Health Commons](#)

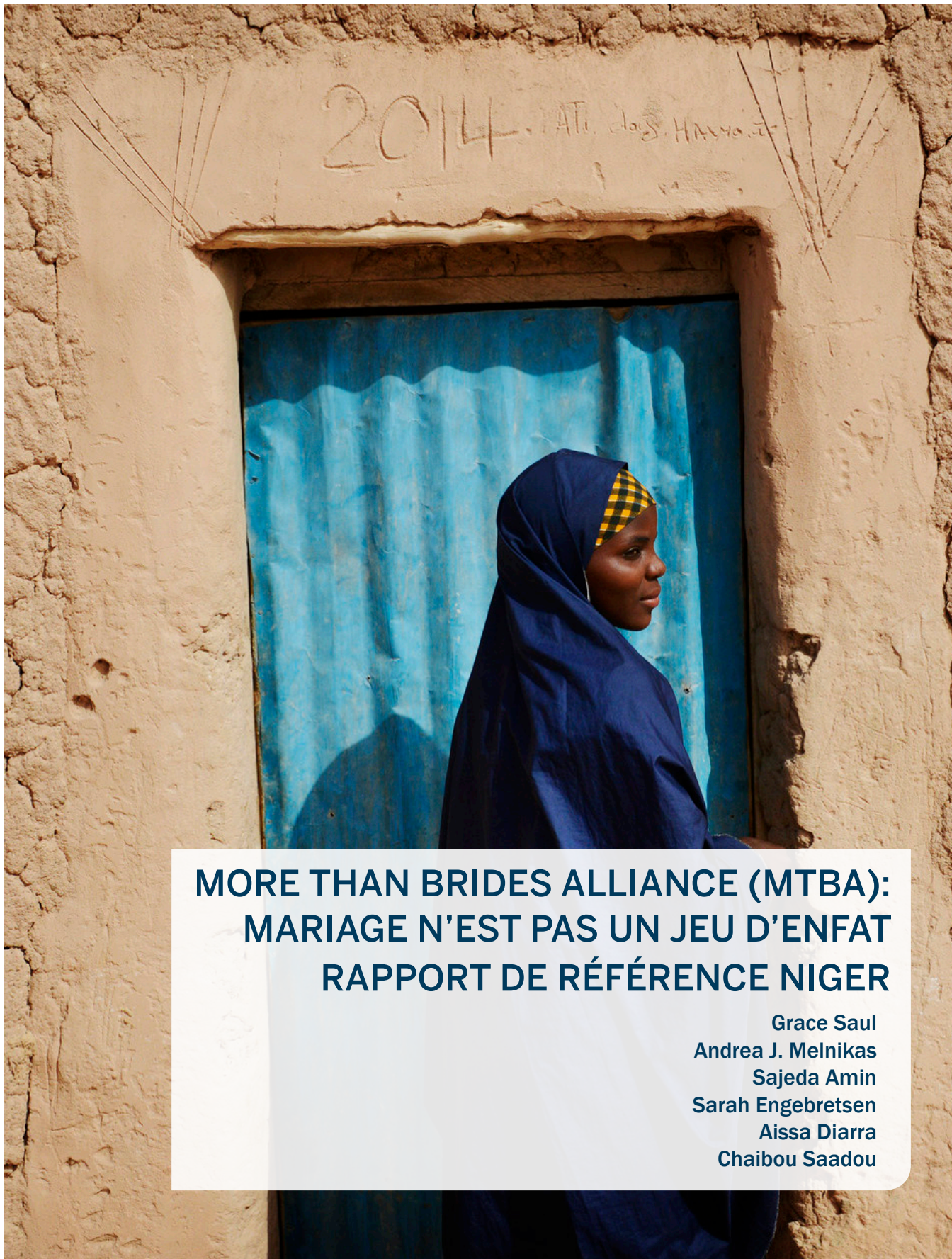
Recommended Citation

Saul, Grace, Andrea J. Melnikas, Sajeda Amin, Sarah Engebretsen, Aissa Diarra, and Chaibou Saadou. 2017. "More Than Brides Alliance (MTBA): Mariage n'est pas un jeu d'enfant, Rapport de référence Niger," Baseline report. New York: Population Council.

This Report is brought to you for free and open access by the Population Council.

Authors

Grace Saul, Andrea J. Melnikas, Sajeda Amin, Sarah Engebretsen, Aissa Diarra, and Chaibou Saadou



**MORE THAN BRIDES ALLIANCE (MTBA):
MARIAGE N'EST PAS UN JEU D'ENFAT
RAPPORT DE RÉFÉRENCE NIGER**

Grace Saul
Andrea J. Melnikas
Sajeda Amin
Sarah Engebretsen
Aissa Diarra
Chaibou Saadou

Population Council s'attelle aux questions cruciales de la santé et du développement – qu'il s'agisse d'endiguer la progression du VIH, d'améliorer la santé reproductive et d'offrir aux jeunes la promesse d'une vie satisfaisante et productive. Par ses travaux de recherche en biomédecine, en sciences sociales et en santé publique dans 50 pays, Population Council s'efforce d'apporter avec ses partenaires des solutions qui conduisent à des politiques, des programmes et des technologies plus efficaces, pour améliorer la vie dans le monde. Fondé en 1952, Population Council est une organisation non gouvernementale à but non lucratif qui siège à New York sous la conduite d'un conseil d'administration international.

Population Council

1 Dag Hammarskjold Plaza
New York, NY 10017
Etats-Unis
Tél : +1 212 339 0500
Fax : +1 212 755 6052
Courriel : pubinfo@popcouncil.org

popcouncil.org

Reference suggérée : Saul, Grace, Andrea J. Melnikas, Sajeda Amin, Sarah Engebretsen, Aissa Diarra, et Chaibou Saadou. 2017. More Than Brides Alliance (MTBA): Mariage n'est pas un jeu d'enfant. Rapport de référence Niger. New York: Population Council.

Crédit photo : Save the Children International Niger

Les rapports de référence de l'Alliance « Plus qu'une épouse » (**More Than Brides Alliance**) sont disponibles pour l'Inde, le Malawi, le Mali, et le Niger.

© 2017 The Population Council, Inc.

Translated to French from "More Than Brides Alliance: Baseline Report, Niger," 2017, New York: Population Council.

Table des matières

Remerciements	iv
Résumé exécutif	1
Liste des abréviations.....	2
Contexte.....	3
Méthodes.....	5
Caractéristiques démographiques.....	8
Mariage précoce	10
Maternité chez les adolescentes	12
Éducation.....	14
Moyens de subsistance	17
La vie sociale des adolescents	19
Discussion	22
Annexe 1.....	24
Annexe 2	25
Références	26

Remerciements

Plusieurs personnes ont contribué à cette étude de base du Niger. Nous leur sommes reconnaissants pour leurs efforts.

Nous tenons à remercier les membres de l'Alliance « Plus qu'une épouse » (« More than Brides Alliance », MTBA), y compris Save the Children/Pays-Bas, Oxfam Novib, et Simavi. Au Niger, Save the Children International/Pays-Bas et Oxfam Novib mettent actuellement en œuvre des programmes visant à retarder l'âge du mariage et à améliorer la situation des adolescentes, en collaboration avec des partenaires locaux— FAS-SALI, MUNGANE, SONGES, SOS et ANBEF. Nous attendons les résultats de ces interventions avec intérêt.

Nous remercions également le Ministère néerlandais des Affaires étrangères pour le soutien qu'il apporte à l'Alliance « Plus qu'une épouse », MTBA, plus particulièrement dans les volets recherche et évaluation du projet.

Nous souhaitons remercier nos collègues de LASDEL qui ont supervisé la collecte des données sur le terrain, y compris Ali Bako. Nous avons eu la chance de travailler avec une équipe talentueuse qui a joué un rôle fondamental dans la conduite du recensement des ménages et de l'étude de référence avec les adolescentes et les jeunes femmes.

Enfin, nous exprimons notre reconnaissance aux participants à l'étude, particulièrement aux adolescentes et aux jeunes femmes qui ont partagé leurs expériences, leurs pensées et leurs ambitions avec l'équipe de recherche. Nous les remercions pour leur participation, sans laquelle ce rapport n'aurait pas pu voir le jour.

Résumé exécutif

Dans le cadre d'une évaluation des interventions visant à retarder l'âge du mariage, nous avons mené des enquêtes de référence sur les adolescentes dans des zones sélectionnées dans deux régions au Niger (Tillabéry et Maradi). Les objectifs de l'étude de référence étaient les suivants : 1) fournir un point de référence permettant de mesurer les changements découlant de l'intervention à mi-parcours et à la fin de l'étude ; 2) fournir des renseignements sur la situation et le contexte actuels des adolescentes dans des zones sélectionnées au Niger afin de documenter l'intervention ; et 3) identifier les thèmes nécessitant un examen approfondi à l'aide de la recherche qualitative. L'étude de référence s'est déroulée en partenariat avec un groupe de recherche local basé à Niamey, le Laboratoire d'études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL). La collecte des données de référence comprenait un recensement des ménages (n=2949) qui a recueilli des données sur les filles et les femmes âgées de 10 à 21 ans qui vivaient au sein du ménage, et des études de référence sur des adolescentes et des jeunes femmes âgées de 12 à 19 ans (n=600) qui ont recueilli des données sur le statut matrimonial et les antécédents, le niveau d'éducation, les connaissances et expériences liées à la santé sexuelle et reproductive, les résultats d'apprentissage, l'historique de la migration, les moyens de subsistance et les relations sociales. Les études ont été réalisées dans des villages d'intervention (n=15) et dans des villages de comparaison (n=15) qui ont été sélectionnés sur la base des critères fixés par le programme.

Notre échantillon comprenait 401 filles dans la région de Tillabéry et 199 filles dans la région de Maradi, dont l'âge moyen était de 15,2 ans à Tillabéry et de 15,0 ans à Maradi. Au total, plus de la moitié des filles âgées de 15 à 19 ans dans notre échantillon (52,4%) ont déclaré être mariées à Tillabéry, 41,0% des femmes âgées de 15 à 19 ans ont déclarées être mariées, et à Maradi le taux enregistré de 77,9% était beaucoup plus élevé. Le mariage précoce (avant l'âge de 15 ans) était également élevé : 28,9% des filles âgées de 15 à 19 ans à Tillabéry ont déclaré avoir été mariées avant l'âge de 15 ans par rapport à 61,5% à Maradi.

Dans notre échantillon, la majorité des grossesses se sont produites dans le cadre du mariage. Parmi les filles âgées

de 15 ans ou plus qui n'ont jamais été mariées (n=160), seulement 1 (0,6%) a déclaré avoir eu une grossesse. En revanche, 25,7% des filles qui étaient actuellement mariées ou qui avaient été mariées dans le passé ont déclaré avoir eu une grossesse, dont 18,8% des filles interrogées étaient enceintes au moment de l'étude.

Les données relatives à la scolarisation suggèrent que les taux d'inscription étaient faibles pour toutes les adolescentes âgées de 12 à 19 ans, mais que parmi de nombreuses filles scolarisées, le mariage précoce semble avoir mis fin au parcours scolaire. Les taux de scolarisation commencent à diminuer à partir de l'âge de 14 ans et atteignent un pic de 82,0% chez les filles âgées de 19 ans qui ne sont pas scolarisées. L'examen de ces données par région révèle que la proportion de filles non scolarisées est systématiquement plus élevée à Maradi (85,4%) qu'à Tillabéry (globalement, 48,6% des filles ne sont pas scolarisées à Tillabéry par rapport à 85,4% à Maradi). À Maradi, aucune des filles de notre échantillon âgée de 16 ans ou plus n'était scolarisée, seulement 84,4% l'étaient à l'âge de 14 ans.

Nous avons constaté que très peu de filles participaient à des activités génératrices de revenus. Seulement 15,8% des répondantes âgées de 12 à 19 ans ont déclaré avoir déjà travaillé pour gagner de l'argent. Parmi celles qui ont répondu avoir déjà travaillé (n=95), la proportion des filles qui travaillaient au moment de l'étude était de 47,4%. Cette proportion était plus élevée à Tillabéry (58,7%) qu'à Maradi (25,0%).

L'Alliance « Plus qu'une épouse » vise à améliorer la vie des adolescentes et propose des interventions dans plusieurs domaines (la santé reproductive, l'éducation, les normes de genre et les moyens de subsistance, entre autres). Nos résultats suggèrent que les filles vivant dans les communautés de Tillabéry et Maradi ont besoin de ces interventions pour faire face à ces vulnérabilités. Les résultats de l'étude de référence seront utilisés pour évaluer les changements qui seraient attribuables aux interventions de l'Alliance et pour informer les équipes de programme qui cherchent à mieux comprendre les populations qu'elles servent.

Liste des abréviations

EDS	Enquête démographique et de santé
ZR	Zone de recensement
LASDEL	Laboratoire d'études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local
LSE	« Life Skills Education » (Formation en compétences de vie)
MTBA	« More than Brides Alliance » (Alliance Plus qu'une épouse)
SRHR	Santé et droits sexuels et reproductifs

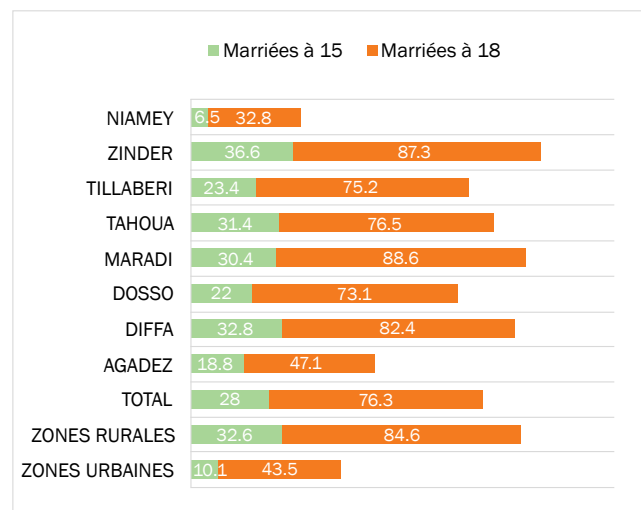
Contexte

Avec 76,3% des femmes mariées avant l'âge de 18 ans et 28,0% avant l'âge de 15 ans, le Niger enregistre l'un des taux de mariage précoce le plus élevé au monde (EDS, 2012). Sur la base des données issues des Enquêtes démographiques et de santé (EDS), la Diagramme 1 présente les proportions des femmes mariées par âge dans les différentes régions du Niger. Ces taux sont accompagnés de taux élevés de fécondité (7,6 naissances par femmes), de grossesses chez les adolescentes (209 naissances pour 1000 femmes âgées de 15 à 19 ans), de mortalité maternelle (630 décès pour 100 000 naissances vivantes), et de mortalité infantile (59,9 pour 1 000 naissances vivantes) (Banque mondiale, 2017). Ces taux suggèrent que le Niger se classe parmi les pays qui enregistrent les indicateurs de santé les plus faibles. Tandis que l'âge du mariage a augmenté au cours des dernières décennies dans certains pays d'Afrique de l'Ouest, comme en Mauritanie, au Togo, au Bénin, et au Burkina Faso, les taux de mariage d'enfants et de grossesses chez les adolescentes sont restés très élevés et pratiquement inchangés au Niger (Fenn et al, 2015). Le Niger compte également la croissance démographique la plus rapide au monde (+3,3% par an).

Selon certaines études, le mariage précoce est pratiqué dans les zones rurales de l'Afrique de l'Ouest et du Centre en raison de la pauvreté extrême à laquelle les familles sont confrontées. En arrangeant le mariage précoce de leurs filles, les parents n'assument pas la charge économique de subvenir aux besoins d'un enfant supplémentaire. De plus, les filles peuvent être considérées comme une source de revenus, car selon la tradition, les maris doivent payer une dot. Au Niger, les dots sont plus élevées pour les jeunes mariées (Ensminger et Knight 199 ; Mathur et al. 2003). Même si de tels échanges peuvent représenter une aide financière temporaire pour les familles, le mariage précoce a des effets néfastes sur le long terme, aussi bien sur le plan du développement social que sur le plan du développement économique. Le mariage précoce peut perpétuer la pauvreté d'une génération à l'autre, parce que les femmes mariées très jeunes possèdent rarement les connaissances et les compétences requises pour contribuer financièrement à leurs ménages et pour investir dans la santé et l'éducation de leurs enfants (Walker 2012).

L'Alliance « Plus qu'une épouse » met actuellement en œuvre et évalue l'efficacité d'une série d'interventions visant à retarder l'âge du mariage, notamment sur l'éducation, les opportunités économiques, la promotion des enfants, les services de santé et droits sexuels et reproductifs (SDSR), l'engagement des communautés, ainsi que d'autres sujets. Population Council mène actuellement une étude appariée quasi expérimentale au Mali et au Niger, et un essai randomisé en grappes en Inde et au Malawi afin d'évaluer si ces interventions sur le mariage des enfants améliorent les capacités des jeunes femmes à choisir le moment de leur mariage et leurs droits à la santé sexuelle et reproductive dans un environnement favorable, et la mesure dans laquelle elles le font.

DIAGRAMME 1. Pourcentage de femmes mariées par âge, 20-24 ans (EDS 2012)



Alors que la pauvreté est un facteur connu du mariage des enfants, Malhotra et coll. (2011) et Fenn et coll. (2015) ont constaté que le risque de mariage précoce n'était pas significativement différent parmi 80% des ménages les plus pauvres. En effet, seuls 20% des ménages les plus riches au Niger enregistrent des taux de mariage d'enfants moins élevés. On ne sait pas si cela est dû à la forte influence des

normes sociales qui soutiennent la pratique même au sein des segments de la population les plus aisés ou si cette tendance n'est que le reflet d'une variation relativement faible de la richesse absolue entre les groupes.

Les données issues de l'EDS indiquent que le niveau d'éducation est extrêmement faible au Niger. Selon l'EDS, 70,2% des filles âgées de 10 à 14 ans ne sont pas scolarisées. Dans les zones rurales, 77% des filles ne vont pas à l'école. Les garçons enregistrent des taux de scolarisation légèrement supérieurs : au niveau national, 55,6% des garçons ne sont pas scolarisés et dans les zones rurales, ce taux est supérieur, à 60,9%. Pour les adolescentes âgées de 15 à 19 ans, ces taux sont encore plus élevés. Dans les zones rurales, la majorité des filles âgées entre 15 et 19 ans ne sont pas scolarisées (97,2%), et 9 filles sur 10 (90%) âgées de 15 à 19 ans ne le sont pas.

Intervention

L'Alliance « Plus qu'une épouse » (More Than Brides Alliance - MTBA) est un programme mis en œuvre par Save the Children International, Oxfam Novib et Simavi, qui vise à améliorer la situation des adolescentes dans cinq pays : l'Inde, le Malawi, le Mali, le Niger et le Pakistan.

Globalement, les programmes MTBA s'articulent autour de cinq domaines de résultats clés :

- Autonomiser les adolescentes exposées au risque de mariage précoce et les adolescentes déjà mariées, en leur offrant une formation en compétences de vie, une éducation sexuelle complète et des informations sur la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) ;
- Offrir des alternatives au mariage précoce et réduire l'impact sur les filles mariées en améliorant l'accès des filles et de leur famille à l'éducation, aux opportunités économiques et aux systèmes de protection de l'enfance ;
- Accroître l'accès des jeunes aux services de SDSR ;
- Changer les normes sociales ;
- Influencer les cadres juridiques et politiques.

Au Niger, le programme MTBA est actuellement mis en œuvre dans les régions de Tillabéry et Maradi par Save the Children et Oxfam Novib, respectivement, en coopération avec des ONG locales, notamment FASSALI, MUNGANE, SONGES, SOS et ANBEF. En tant que partenaire de recher-

che et d'évaluation du programme MTBA, le Population Council mène actuellement une évaluation des interventions en Inde, au Malawi, au Mali, et au Niger.

Objectifs de l'étude

Les objectifs de cette étude de référence visaient à : 1) fournir un point de référence permettant de mesurer les changements découlant de l'intervention à mi-parcours et à la fin de l'étude ; 2) fournir des renseignements sur la situation et le contexte actuels des adolescentes dans des zones sélectionnées au Niger afin de documenter l'intervention ; et 3) identifier les thèmes nécessitant un examen approfondi à l'aide de la recherche qualitative.

Méthodes

L'étude de référence comprenait les éléments de collecte de données suivants :

- Le recensement des ménages dans une sélection de villages d'intervention et de comparaison, accompagné de la collecte des indicateurs clés de résultats pour les filles et les femmes âgées de 10 à 21 ans, y compris leur statut matrimonial, scolaire, maternel et professionnel.
- L'étude de référence parmi les filles âgées de 12 à 19 ans dans une sélection des communautés d'intervention et de comparaison. Les questions portaient sur :
 - Les caractéristiques générales
 - La migration
 - La scolarisation et les expériences à l'école, y compris une évaluation des compétences en lecture et en calcul
 - Les connaissances sur la santé reproductive
 - Le mariage et la dot
 - L'expérience sexuelle
 - La mobilité
 - Le contexte social
 - L'égalité des genres
 - Les moyens de subsistance

Le programme MTBA vise à améliorer la vie des adolescentes, notamment en augmentant le taux de scolarisation et le niveau d'éducation, en améliorant les résultats en matière de santé reproductive et en encourageant les filles à utiliser leur libre arbitre pour prendre des décisions concernant leurs vies, y compris les décisions liées au mariage. Les principaux résultats d'intérêt portent sur les indicateurs tels que la proportion des filles mariées avant l'âge de 18 ans, la proportion des filles enceintes avant l'âge de 18 ans, ou encore la proportion de filles scolarisées. Plusieurs

DIAGRAMME 2. Zones comprises dans l'étude de référence



points abordés dans l'étude sont directement liés à ces résultats (par exemple, les questions relatives à l'âge au premier mariage), tandis que d'autres sont moins directement liés mais peuvent avoir une influence (par exemple, la migration peut rendre les filles plus ou moins vulnérables à des effets néfastes en fonction des circonstances entourant leur migration). Nous avons recueilli des données sur les indicateurs qui nous permettront de mesurer l'impact du programme et de mieux comprendre le contexte et les contraintes entourant les résultats clés afin de documenter la conception et la mise en œuvre de programme.

L'étude a été mise en œuvre dans les régions de Maradi et Tillabéry au Niger par la Laboratoire d'études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL) basé à Niamey. La Diagramme 2 montre les zones de collecte de données de référence de l'étude. Les deux régions se trouvent dans le sud de Niger, où la densité des populations et des réseaux routiers est relativement élevée.¹

Revue éthique : Nous avons obtenu l'autorisation du Comité d'examen institutionnel (Institutional Review Board) de Population Council pour mener cette recherche.

¹ <https://ij-healthgeographics.biomedcentral.com/articles/10.1186/1476-072X-11-24>

Taille de l'échantillon : Nous avons effectué des estimations de la taille de l'échantillon à l'aide du logiciel Optimal Design avec pour hypothèse de départ, la moitié des zones de collecte de données seraient désignées comme zones de comparaison. L'Annexe 1 présente nos calculs et nos hypothèses. Sur la base d'un échantillon cible de 600 filles (30 grappes de 20 filles), nous avons estimé une taille minimale détectable des effets pour la proportion de filles âgées entre 12 et 19 ans qui seront mariées à la fin de l'étude.

Conception de l'essai : Nous avons utilisé un modèle quasi-expérimental, en sélectionnant des zones d'intervention et de comparaison des indicateurs clés selon les recommandations des partenaires chargés de la mise en œuvre du programme. En raison des plans de mise en œuvre du programme, la réalisation d'une conception randomisée en grappes n'a pas été possible.

Collecte des Données

Sélection des sites

Les zones d'intervention : Les partenaires d'exécution du programme MTBA (Save the Children et Oxfam Novib) ont sélectionné les villages d'intervention. Les critères de sélection étaient les suivants :

1. L'existence d'une infrastructure scolaire (une école primaire et une école secondaire) ;
2. La taille de la population et le nombre estimé d'adolescentes ;³
3. L'accessibilité pendant toutes les saisons de l'année ;
4. La mise en œuvre antérieure d'un programme sur le mariage des enfants qui était un précurseur de l'intervention MTBA ;⁴
5. L'absence d'autres interventions sur le mariage des enfants ;
6. La présence de deux groupes ethniques.

Sur la liste des villages d'intervention sélectionnés par le programme MTBA (n=42), nous avons sélectionné un échantillon aléatoire de 15 villages qui constituent les villages d'intervention pour l'étude de référence. Il convi-

ent de noter que parmi ces 42 villages d'intervention, 32 villages sont desservis par Oxfam Novib et situés dans la région de Tillabéry, et 10 villages sont situés dans la région de Maradi, desservie par Save the Children.

Les zones de comparaison : Compte tenu de la spécificité de la sélection des villages d'intervention, notre objectif était de sélectionner les zones de comparaison qui répondraient aux mêmes critères de sélection dans la mesure du possible. Nous avons demandé aux partenaires d'exécution de fournir une liste des villages situés dans les mêmes districts que les villages d'intervention qui répondaient aux critères de sélection. Il convient de noter qu'il n'a pas été possible de répondre à tous les critères de sélection. Par exemple, aucun village de comparaison ayant déjà mis en œuvre un programme précurseur de l'intervention MTBA n'a été inclus. Sur la base de la liste des zones de comparaison adaptées fournie par les partenaires (n=813), nous avons supprimé les villages dont la taille de la population était trop élevée ou trop faible pour permettre une comparaison avec les villages d'intervention (n=598) en fonction de la taille de la population dans les villages d'intervention (entre 466 et 2 000 habitants). Nous avons ensuite sélectionné de manière aléatoire 15 villages parmi les villages restants (n=215) pour servir de zones de comparaison.

Les zones de recensement : Bien que la randomisation ait été utilisée au niveau des villages, afin de standardiser la collecte des données, nous avons sélectionné des 5 zones de recensement représentant les limites pour la collecte des données des listes des ménages. Nous avons obtenu les cartes de ces zones de recensement auprès de l'Institut national de la statistique (INS-Niger) à Niamey. Pour les villages sélectionnés comprenant plusieurs zones de recensement, nous avons sélectionné une de ces zones de manière aléatoire pour inclusion dans la collecte des données de référence. Une fois cette zone sélectionnée, tous les ménages vivant dans cette zone de recensement ont fait l'objet d'une visite et les données sur les femmes âgées de 10 à 21 ans vivant dans ce ménage ont été recueillies auprès d'un membre adulte du ménage.

Les participants : Tous les ménages vivant dans la zone de recensement sélectionnée étaient admissibles pour inclu-

² Dans les études quasi-expérimentales, le traitement n'est pas attribué de manière aléatoire. En revanche, dans les modèles expérimentaux, le traitement est aléatoire et l'on suppose que les groupes d'intervention et de comparaison sont similaires au début de l'intervention.

³ Les zones d'intervention comptaient une taille des populations d'au moins 466 habitants ne dépassant pas 2 000 habitants.

⁴ Le programme « *My Rights My Voice* » [Mes Droits, Ma Voix] a été mis en place dans plusieurs pays, y compris au Mali. Pour plus d'informations, veuillez consulter : <http://policy-practice.oxfam.org.uk/our-work/youth/youth-participation/my-rights-my-voice>

⁵ Les zones de recensement sont des zones géographiques définies par le recensement.

sion dans l'étude. Lorsque le ménage ne signalait aucune adolescente âgée de 10 à 21 ans, la liste était relativement courte. À partir de la base de sondage des ménages, nous avons sélectionné au hasard des ménages où vivaient des jeunes femmes âgées de 12 à 19 ans pour participer à l'étude de référence en utilisant une grille de Kish. Une seule femme par ménage a été sélectionnée pour inclusion dans l'étude de référence.

Le recensement des ménages et l'étude de référence

En janvier 2017, le recensement des ménages ainsi que la collecte des données de l'étude ont été réalisés dans les communautés sélectionnées dans les régions de Maradi et Tillabéry. Des enquêtrices ont été sélectionnées à partir d'une liste d'enquêteurs ayant déjà travaillé avec LASDEL. Quinze enquêtrices ont été désignées sur la base de leur expérience dans des études sur les adolescentes et/ou des enquêtes traitant de sujets sensibles. Une formation s'est déroulée à Niamey du 9 au 12 janvier 2017. Les enquêtrices chargées de la collecte des données ont participé à une formation de 4 jours qui comprenait des informations de base sur le projet, les objectifs de la recherche, le contenu du recensement des ménages et les outils de l'étude de référence, la saisie de données, et l'éthique de la recherche et la protection des participants. L'essai préalable des outils s'est déroulé pendant la formation. Deux (Maradi) et quatre (Tillabéry) équipes d'étude ont été mises en place. Chaque équipe était composée d'un chef d'équipe et de trois enquêtrices.

Les enquêtrices formées par LASDEL ont collecté les données en binôme, en commençant par le recensement des ménages dans les zones de recensement sélectionnées (n=30 ; 15 zones d'intervention et 15 zones de comparaison), et en sélectionnant les participantes de manière aléatoire (n=20 par zone de recensement) pour l'étude de référence à partir du recensement des ménages. Toutes les données issues du recensement des ménages ont été enregistrées par voie électronique à l'aide de téléphones portables. Les données de l'étude de références ont également été enregistrées électroniquement. Au total, 2 949 ménages ont été recensés et 600 questionnaires de référence ont été complétés.

Le consentement éclairé écrit individuel a été obtenu auprès de l'ensemble des participantes préalablement à la conduite des entretiens. L'autorisation des parents, puis celle des participantes, ont été obtenues pour les adolescentes âgées de moins de 18 ans.

Les données relatives aux indicateurs clés (la proportion de femmes mariées, la proportion de mères adolescentes, la proportion des filles scolarisées) ont été recueillies au cours du recensement des ménages ainsi qu'avec les outils de l'étude de référence. Les données issues du recensement des ménages ont été collectées pour les femmes âgées de 10 à 21 ans au sein du ménage auprès du chef de famille ou d'un autre membre adulte du ménage. Par conséquent, les données issues du recensement des ménages sont susceptibles d'être biaisées. Les données de l'étude de référence ont été recueillies directement auprès des femmes interrogées âgées de 12 à 19 ans.

L'analyse des données

Les données ont été saisies directement dans SurveyCTO via une application mobile et téléchargées sur un serveur sécurisé. Les données ont été téléchargées dans STATA 14.1 pour nettoyage et analyse. L'analyse des données s'est principalement concentrée sur les statistiques descriptives pour les variables d'intérêt. Bien que l'analyse se concentre sur les comparaisons entre les régions, nous présentons un tableau à l'Annexe 2 comparant les indicateurs clés dans les zones d'intervention et de comparaison.

Caractéristiques démographiques

Le Tableau 1 présente les données démographiques clés de l'échantillon, par région. Nous avons constaté que les régions de Tillabéry et de Maradi étaient considérablement différentes pour ces indicateurs. La différence la plus pertinente pour notre travail concernait la proportion des filles mariées, qui était plus élevée à Maradi (40,7%) qu'à Tillabéry (25,7%). Nous avons également constaté que l'échantillon de Maradi était notablement plus pauvre que celui de Tillabéry, et que la proportion de répondantes dans le quintile le plus pauvre était beaucoup plus élevée à Maradi (45,2%) qu'à Tillabéry (10,0%). Dans les deux régions, l'écrasante majorité des mères et des pères des interrogées n'avaient aucune éducation scolaire. Les répondantes à Tillabéry étaient plus susceptibles de posséder une carte d'identité et d'être originaires d'une famille plus petite : en moyenne, les répondantes avaient 5,1 frères et sœurs à Tillabéry comparé à 6,6 frères et sœurs à Maradi. Les filles à Tillabéry semblent être plus mobiles que celles de Maradi : 72% des filles ont déclaré avoir toujours vécu dans leur village par rapport à 83,5% des répondantes à Maradi.

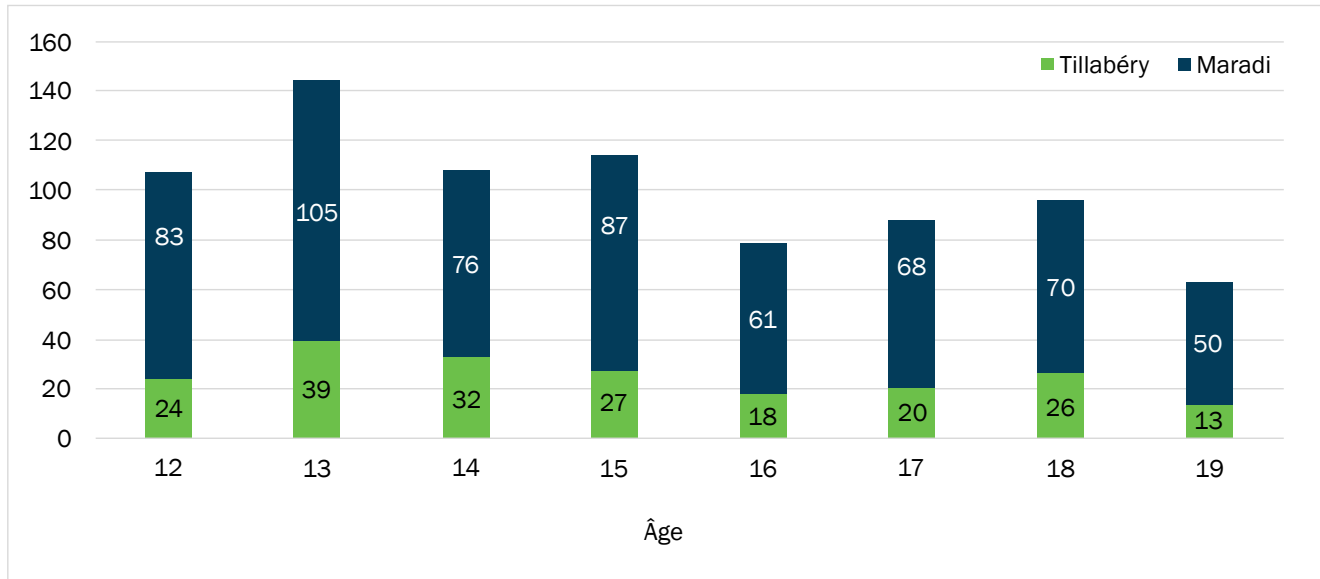
La Diagramme 3 présente la répartition par âge des répondantes dans l'étude de référence. La proportion plus élevée de filles âgées de 12 à 13 ans et la proportion plus faible de filles âgées de 19 ans peut s'expliquer par de fausses déclarations sur l'âge, soit par des filles souhaitant participer à l'étude ou inversement en être exclues, et signalant un âge plus élevé. Ces tendances d'accumulation de certains âges sont fréquentes dans les populations où l'âge est inconnu et doit être estimé. Le nombre élevé de filles âgées de 13 ans (n=144 ; 24% de l'échantillon total) peut quelque peu fausser les données, sachant qu'elles sont moins susceptibles d'être mariées et plus susceptibles d'être scolarisées. Au total, l'âge moyen des répondantes était de 15,2 ans à Tillabéry et de 15,0 ans à Maradi.

Les études précédentes menées au Niger suggèrent que le mariage précoce est plus fréquent dans certaines communautés ethniques. Les communautés touaregs sont plus susceptibles de pratiquer le mariage précoce que les communautés haoussas (Fenn et al, 2015). Nous avons considéré l'ethnie dans notre échantillon afin de mieux comprendre son influence potentielle sur le mariage

TABLEAU 1. Indicateurs démographiques clés par région (n=600)

	Tillabéry	Maradi
	N=401	N=199
Âge (moyen)	15,2	15,0
Répondantes qui étaient actuellement mariées (%)	25,7	40,7
Âge au premier mariage (moyen)	15,1	14,7
Éducation des parents		
La mère de la répondante n'a pas d'éducation scolaire (%)	83,4	87,1
Le père de la répondante n'a pas d'éducation scolaire (%)	74,5	77,7
Possède une carte d'identité	46,9	6,2
Est non-musulmane (%)	11,7	1,5
Nombre de frères et sœurs (moyen)	5,1	6,6
Le quintile de richesse le plus bas (%)	10,0	45,2
A toujours vécu dans ce village (%)	72,3	83,4

DIAGRAMME 3. Nombre total de répondantes par âge et par région



précoce. Dans l'ensemble, les ethnies les plus fréquemment déclarées étaient les Fulanis (28,5%), les Haoussas (27,5) et les autres⁶ (20,2%). À Tillabéry, les groupes ethniques les plus cités étaient les Fulanis (32,4%), les autres⁷ (30,2%) et les Songhay-Zarma (28,2%) tandis qu'à Maradi, il s'agissait des Haoussas (70,8%), des Fulanis (20,6%) et des Touaregs (7,0%). Ces résultats suggèrent que notre échantillon est susceptible de ne pas inclure les groupes ethniques enregistrant une proportion de mariages précoces plus élevée, et peuvent ainsi expliquer des taux de mariage plus faibles dans notre échantillon par rapport aux données nationales du Niger.

⁶ Nous n'avons pas demandé à ces répondantes de préciser leur groupe ethnique lorsqu'elles ont choisi « autre », mais ce point pourra être abordé pendant l'étude à mi-parcours.

⁷ Nous n'avons pas les chiffres exacts, mais LASDEL a noté que la catégorie « autre » était fréquemment Gourma.

Mariage précoce

Dans l'ensemble, plus de la moitié des femmes âgées de 15 à 19 ans dans notre échantillon (52,4%) ont indiqué avoir été mariées. À Tillabéry, 41,0% des femmes âgées de 15 à 19 ans ont déclaré être mariées par rapport à 77,9% à Maradi. Parmi l'ensemble de l'échantillon (adolescentes âgées de 12 à 19 ans), 30,8% des répondantes étaient mariées : 25,9% à Tillabéry et 40,7% à Maradi. Les taux de mariage très précoce (avant l'âge de 15 ans) étaient également élevés : 28,9% des répondantes âgées de 15 à 19 ans à Tillabéry ont indiqué qu'elles avaient été mariées avant l'âge de 15 ans par rapport à 61,5% à Maradi. La Diagramme 4 montre les proportions de femmes mariées par âge et par région et suggère que la proportion des filles mariées augmente après l'âge de 14 ans et qu'à 19 ans, toutes les filles à Maradi et plus de deux tiers des filles à Tillabéry (67,6%) déclarent être ou avoir été mariées.

Dans le Tableau 2, nous examinons les indicateurs de résultats clés du mariage précoce, y compris certains indicateurs contextuels, tels que la proportion des filles en union polygame (12,6% à Tillabéry et 32,1% à Maradi) et l'écart d'âge moyen entre les époux, pour comprendre les types de mariages contractés par les filles au Niger. Parmi les filles mariées, l'écart d'âge moyen entre les époux était de 8,8 ans. De légères différences ont été observées entre les régions, avec des écarts d'âges moyens entre les époux

RÉSULTAT CLÉ

52,4%

Proportion de filles ...âgées de 15 à 19 ans qui sont déjà mariées (échantillon complet)

28,3%: Pourcentage de filles capables d'identifier correctement l'âge légal du mariage au Niger (15 ans).

17,2%: Pourcentage de filles capables d'identifier au moins trois conséquences néfastes liées au mariage précoce pour les filles

8,8 ans: Écart d'âge moyen entre les époux (parmi les filles mariées)

de 8,7 ans à Tillabéry et de 9,0 ans à Maradi. La proportion des filles mariées dans des unions polygames était plus élevée à Maradi (32,1%) et la majorité des filles dans des unions polygames étaient les deuxièmes femmes de leurs maris (84,6%).

Nous supposons que le taux plus élevé de polygamie à Maradi pourrait être lié à la proportion plus élevée de mariage dans cette région (40,7% des filles à Maradi par rapport à 25,7% des filles à Tillabéry) et à l'âge plus jeune des filles au premier mariage (14,7 ans à Maradi par rapport à 15,1 ans à Tillabéry).

DIAGRAMME 4. Proportion de filles déjà mariées, par âge

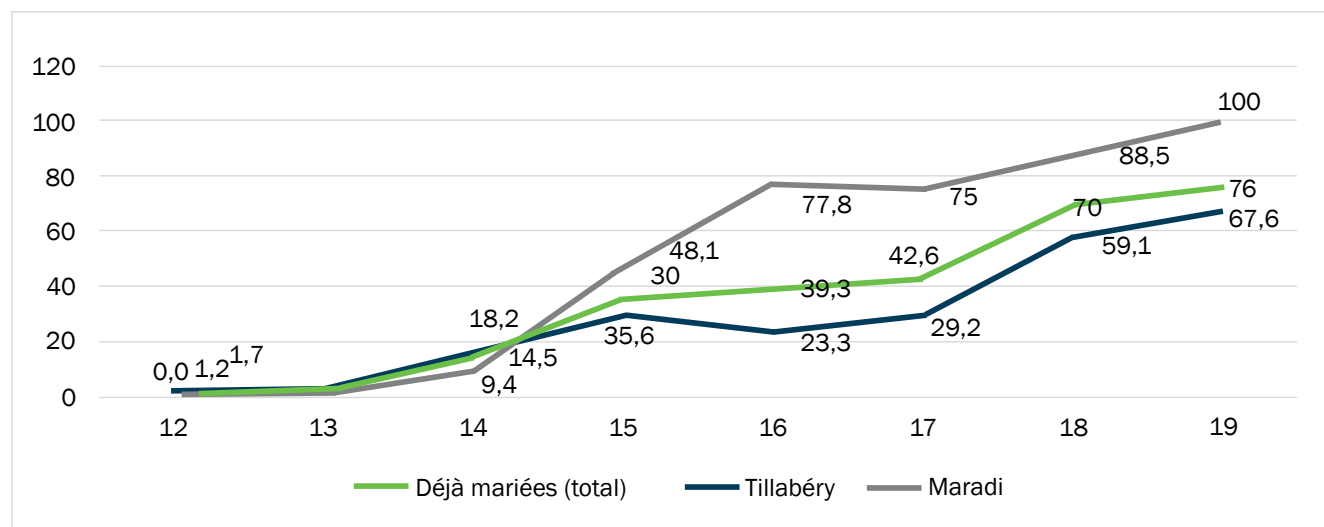


TABLEAU 2. Indicateurs clés liés au mariage parmi les filles âgées de 12 à 19 ans, par région

	Tillabéry	Maradi
	N=401	N=199
Actuellement mariées (%)	25,7	40,7
Mariées ou mariées auparavant (%)	26,4	42,2
Dans une union polygame (parmi les filles mariées) (%)	12,6	32,1
Écart d'âge moyen entre époux (parmi les filles mariées) (en années)	8,7	9,0
Âge moyen au premier mariage (années)	15,1	14,7

TABLEAU 3. Connaissances liées au mariage précoce parmi les filles âgées de 12 à 19 ans, par région (n=600)

	Tillabéry	Maradi	Overall
Filles pouvant identifier correctement l'âge légal du mariage pour les filles au Niger (15 ans) (%)	18,0	44,1	28,3
Filles pouvant identifier au moins trois conséquences néfastes liées au mariage précoce pour les filles (%)	21,4	8,5	17,2

Maternité chez les adolescentes

Nous avons demandé aux répondantes âgées de 15 ans et plus (n=336) de parler de leurs expériences en matière de grossesse. Nos résultats indiquent que presque aucune grossesse ne s'est produite hors du cadre du mariage: parmi les filles de 15 ans et plus qui n'ont jamais été mariées (n=160), 1 fille seulement (0,6%) a déclaré avoir été enceinte. Parmi les filles de 15 ans ou plus qui étaient ou avaient été mariées au moment de l'étude, 25,7% des répondantes ont déclaré avoir été enceintes, dont 18,8% ont déclaré être enceintes au moment de l'étude.

Parmi les filles qui avaient déjà accouché (n=38), 65,8% ont déclaré avoir donné naissance à un bébé en vie, 23,7% des répondantes avaient eues deux enfants, et 10,5% plus de deux enfants. Deux répondantes ont déclaré avoir donné naissance à un bébé vivant qui était décédé par la suite.

Les connaissances sur la planification familiale sont relativement faibles : très peu de filles avaient des connaissances sur le préservatif (18,3%) ou la pilule (39,5%) parmi l'ensemble des filles interrogées (Tableau 4). Les connaissances sur le VIH étaient plus élevées : 61,5% des filles avaient entendu parler du VIH, mais seulement 29,3% de ces filles (18,0% de l'ensemble des répondantes) savaient que l'utilisation d'un préservatif pendant chaque rapport sexuel pouvait réduire le risque de contracter le VIH.

Parmi les filles mariées, 50,7% ont déclaré que leurs époux étaient au courant de leur décision d'utiliser ou non une méthode de contraception. Nous avons demandé aux filles mariées et aux filles enceintes si elles utilisaient une méthode de contraception au moment de l'étude. Nous avons découvert que 24,3% d'entre elles déclaraient utiliser une méthode de planification familiale (ces réponses sont basées sur moins de 10 cas). La majorité des répondantes mariées n'utilisaient pas de méthode de contraception au motif que leurs époux les en empêchaient : 85,9% d'entre elles ont déclaré que leurs maris n'avaient jamais tenté de les empêcher d'utiliser une méthode de planification familiale. Les études suggèrent que les centres de santé adaptés aux jeunes dotés de personnel clinique dépourvu de tout jugement, qui accueillent les hommes et les garçons, et qui font la promotion des services en faveur des jeunes au sein de la communauté, peuvent améliorer le

18,0%: Pourcentage de filles qui ont des connaissances sur le VIH et qui savent que l'utilisation d'un préservatif pendant chaque rapport sexuel peut réduire le risque de contracter le VIH.

2,0%: Pourcentage de filles ayant indiqué que leur communauté dispose d'un centre de santé adapté aux jeunes.

0,6%: Pourcentage de filles âgées de 15 ans ou plus qui ont eu une grossesse parmi les filles qui n'ont jamais été mariées.

niveau d'utilisation des services de santé parmi les adolescents (Mmari et Magnani, 2003). Le faible taux d'utilisation des méthodes de planification familiale peut s'expliquer en partie par l'accès aux centres de santé adaptés aux jeunes. Seulement 2,0% des filles de l'échantillon ont signalé l'existence d'un centre de santé adapté aux jeunes dans leur communauté et seulement 41,7% d'entre elles (soit 0,8% de toutes les répondantes) ont déclaré avoir déjà visité un tel centre de santé dans leur communauté.

TABLEAU 4. Indicateurs clés liés à la santé reproductive, par région^a

	Tillabéry	Maradi	Total
Filles ayant été enceintes, parmi les filles qui étaient ou avaient été mariées (%)	35,8	13,6	25,6
Filles ayant été enceintes, parmi les filles jamais mariées (%)	(0,7)	(0,0)	(0,6)
Recours à la planification familiale, parmi les filles mariées (%)	(32,1)	(0,0)	(24,3)
Filles ayant des connaissances sur le préservatif (%)	18,2	18,6	18,3
Filles ignorant qu'un préservatif ne doit être utilisé qu'une seule fois pour être efficace (%)	54,8	70,3	60,0
Filles ayant des connaissances sur la pilule (%)	42,1	34,2	39,5
Filles ignorant qu'il faut prendre la pilule tous les jours pour qu'elle soit efficace (%)	74,6	58,8	70,0
Filles ayant des connaissances sur le VIH et sachant que l'utilisation d'un préservatif pendant chaque rapport sexuel réduit le risque (%)	19,9	14,1	18,0
Filles ayant déclaré que leur communauté dispose d'un centre de santé adapté aux jeunes (%)	(1,5)	(3,0)	(2,0)

Les chiffres entre parenthèses sont basés sur moins de 10 cas.

^a Les chiffres diffèrent selon la question en raison des omissions délibérées dans le questionnaires de questions liées aux expériences sexuelles (posées aux filles âgées de 15 ans et plus).

Éducation

Un objectif important du programme MTBA est d'augmenter l'accès à la scolarisation et à la participation à une instruction formelle. Nous avons examiné le taux de scolarisation, le nombre d'années de scolarité complétées, et les compétences auto-déclarées en alphabétisation et en calcul. La Diagramme 5 montre la proportion de filles non scolarisées par âge. Les données suggèrent que le taux de scolarisation diminue à partir de l'âge de 12 ans à Maradi et 13 ans à Tillabéry, une grande majorité (82,0%) de filles âgées de 19 ans n'étaient pas scolarisées. En examinant ces données par région, nous constatons que la proportion des filles non scolarisées est plus élevée à Maradi qu'à Tillabéry (dans l'ensemble, 85,4% des répondantes de l'échantillon de Maradi n'étaient pas inscrites à l'école, par rapport à 48,6% à Tillabéry). À Maradi, 84,4% des filles de notre échantillon n'étaient pas scolarisées à l'âge de 14 ans et après l'âge de 16 ans, aucune des filles ne l'était. Cela pourrait s'expliquer par le nombre d'écoles secondaires disponibles dans ces régions ou encore par l'anticipation de la puberté ; l'âge moyen auquel les menstruations commencent était de 14,4 ans pour les filles de l'échantillon qui avaient déjà eu leurs premières règles. Nous avons également examiné les années d'études complétées parmi les filles qui avaient été scolarisées dans les deux régions. Le nombre moyen

60,8%: Pourcentage de filles âgées de 12 à 19 ans qui sont actuellement scolarisées.

3,5%: Pourcentage de filles qui ont déclaré avoir été harcelées à l'école.

4,9: Nombre moyen d'années de scolarité complétées (parmi les filles scolarisées actuellement et celles qui l'ont été dans le passé)

d'années d'études achevées était de 5,2 ans à Tillabéry et de seulement 3.9 ans à Maradi. Le Tableau 5 montre les variables clés liées à l'éducation des filles dans les deux régions.

Le Tableau 6 examine les indicateurs clés liés à l'éducation des filles selon l'histoire de vie matrimoniale et montre que les filles qui n'ont jamais été mariées sont beaucoup plus susceptibles d'avoir été scolarisées (71,9%) que les filles mariées (40,2%) et qu'elles sont moins susceptibles d'être analphabètes (43,7%) que les filles déjà mariées (77,9%).

En plus de leur expérience sur la scolarité, nous avons également examiné le niveau d'alphabétisation en deman-

DIAGRAMME 5. Proportion de filles non scolarisées, par âge (n=365)

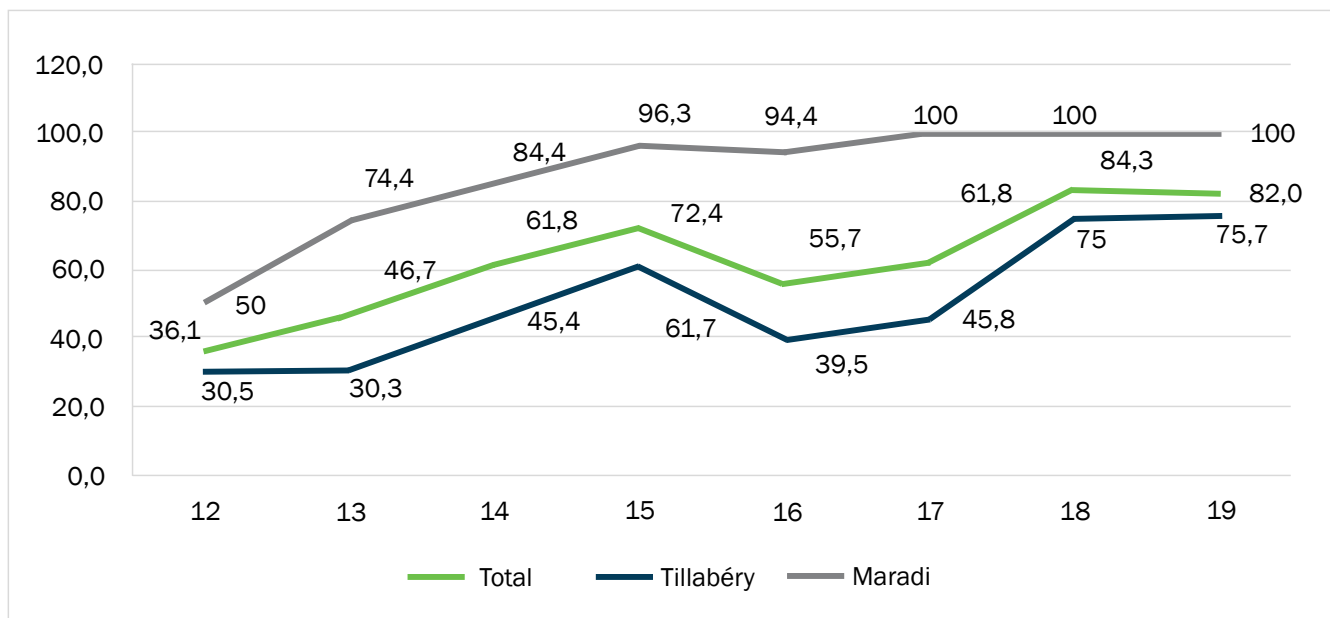


TABLEAU 5. Variables clés sur l'éducation, filles âgées 12 à 19 ans (n=600), par région

	Tillabéry	Maradi	Total
	N=401	N=199	N=600
Filles jamais scolarisées (%)	24,7	64,8	38,1
Filles non scolarisées actuellement (%)	48,6	85,4	60,8
Filles qui ne savent ni lire ni écrire (échantillon complet) (%)	42,1	79,4	54,5
Filles qui ne savent ni lire ni écrire (parmi celles qui sont scolarisées actuellement) (%)	10,7	27,6	12,8

TABLEAU 6. Variables clés sur l'éducation selon le statut matrimonial, filles âgées 12 à 19 ans (n=599)

	Ever married	Never married
	N=189	N=410
Filles actuellement scolarisées à un moment (%)	40,2	71,9
Filles actuellement non scolarisées (%)	96,8	44,1
Nombre d'années d'études complétées (parmi celles qui ont déjà été scolarisées (moyenne))	4,4	5,0
Filles n'étant pas capables de lire ou d'écrire (échantillon complet) (%)	77,9	43,7
Filles qui ne savent ni lire ni écrire (parmi celles qui sont scolarisées actuellement) (%)	33,3 ^a	12,2

^a Les chiffres entre parenthèses sont basés sur moins de 10 cas.

dant aux répondantes si elles savaient lire, écrire, faire les deux ou aucun des deux (Tableau 7). Le taux d'alphabétisation auto-déclaré était plus élevé à Tillabéry qu'à Maradi. À Tillabéry, 44,1% des filles interrogées ont déclaré qu'elles savaient lire et écrire, par rapport à 14,1% à Maradi. Nous avons examiné ces réponses selon le niveau d'éducation des filles et avons constaté que parmi les filles scolarisées actuellement, 73,3% à Tillabéry et 55,2% à Maradi ont déclaré qu'elles savaient lire et écrire. Parmi les filles non scolarisées actuellement, seulement 13,3% des filles à Tillabéry et 7,1% à Maradi ont déclaré qu'elles savaient lire et écrire. En plus des données auto-déclarées, nous avons effectué une évaluation de l'alphabétisation en demandant aux répondantes de lire deux phrases en français.

À Tillabéry et à Maradi, 89,2% et 95,9% des répondantes respectivement n'ont pu lire aucune des deux phrases et

RÉSULTAT CLÉ

54,5%

Proportion des filles qui ne savent ni lire ni écrire (échantillon complet)

6,7% et 3,5% des répondantes ont réussi à lire au moins une des deux phrases. Nous avons également examiné ces résultats selon le statut scolaire des filles. Les résultats montrent que parmi les filles scolarisées au moment de l'étude, 35,7% des filles ont pu lire les deux phrases, 26,8% ont pu en lire une seulement, et 37,4% n'ont pu en lire aucune. Ces résultats suggèrent que la qualité de l'éducation est probablement très faible, sachant que plus d'un tiers des filles scolarisées ne sont pas capables de lire en français, la langue d'enseignement dans les écoles.⁸

⁸ Bien que le français soit la langue d'enseignement officielle dans les écoles, un rapport de la Banque Mondiale note que dans certaines écoles primaires (années 1 à 3) la langue locale est la seule langue d'enseignement et que dans d'autres écoles, le temps d'enseignement est divisé à parts égales entre le français et l'arabe (Banque mondiale, 2005). Puisque le français est la langue officielle dans les écoles, nous avons utilisé le français dans le cadre de nos évaluations du niveau d'alphabétisation.

TABEAU 7. Alphabétisation auto-déclarée et évaluée, par région et statut scolaire (n=599)

	Tillabéry			Maradi			Total
	Total	Statut scolaire		Total	Statut scolaire		
		Pas inscrites	Inscrites		Pas inscrites	Inscrites	
Filles pouvant lire et écrire (auto-déclaré)	44,1	13,3	73,3	14,1	7,1	55,2	45,5
Filles pouvant lire l'une des deux phrases en français	17,5	6,7	27,7	6,0	(3,5)	(20,7)	13,7
Filles pouvant lire les deux phrases en français	22,4	(4,1)	39,8	(1,5)	(0,6)	(6,9)	15,5

Les chiffres entre parenthèses sont basés sur moins de 10 cas.

Nous avons également posé des questions sur les aspirations des filles en matière d'éducation afin de mieux comprendre leurs souhaits en termes d'opportunités éducatives. Parmi les filles scolarisées (n=371), 22,4% ont déclaré vouloir « terminer une formation professionnelle », 17,2% ont déclaré « vouloir compléter la troisième année » et 14,6% ont déclaré vouloir « compléter la classe de terminale ».

Nous avons également demandé aux filles le niveau de scolarité que leurs parents voudraient les voir atteindre. La réponse la plus fréquente était « jusqu'au niveau que je veux » (29,6%), « achever l'école professionnelle » (14,0%) et « compléter la 3e année » (12,1%). Un nombre important de filles (n=58, 15.6%) ont répondu qu'elles ignoraient le niveau de scolarité que leurs parents voudraient les voir atteindre.

Moyens de subsistance

Les études suggèrent que la pauvreté et le manque d'opportunités de générer des revenus sont des facteurs clés qui influencent le mariage précoce dans certains contextes. Nous avons interrogé les participantes sur leurs expériences de travail et sur le genre de travail qu'elles ont exercé. Les données suggèrent que très peu de filles ont participé à des activités génératrices de revenus : 15,8% des répondantes âgées de 12 à 19 ans ont déclaré avoir travaillé pour gagner de l'argent (Tableau 8). Parmi les répondantes plus âgées (entre 15 et 19 ans), cette proportion était identique (15,8%). Nous avons demandé à celles qui ont déclaré avoir travaillé (n=95) si elles participaient actuellement à des activités génératrices de revenus et 47,4% ont répondu par l'affirmative, avec une proportion plus élevée à Tillabéry (58,7%) qu'à Maradi (25,0%). Nous n'avons trouvé aucune corrélation entre le fait d'avoir déjà travaillé et le statut matrimonial ou scolaire

Nous avons interrogé les filles qui travaillaient sur le travail effectué, les horaires et le revenu mensuel. La profession la plus fréquemment citée était commerçante (68,9%), aussi bien à Tillabéry (67,6%) qu'à Maradi (75,0%).⁹ Parmi celles

15,8%: Pourcentage de filles âgées de 12 à 19 ans qui ont travaillé pour gagner de l'argent

47,4%: Pourcentage de filles qui participent actuellement à des activités génératrices de revenus (parmi les filles âgées de 12 à 19 ans qui ont déclaré avoir travaillé)

11,2%: Pourcentage de filles qui ont déclaré épargner pour l'avenir

qui travaillaient pour avoir un revenu, le revenu mensuel moyen était de 10 905 CFA (soit environ 18 dollars américains).

Nous avons également demandé aux répondantes si elles avaient des sources de revenus supplémentaires en dehors de leur travail. Très peu de répondantes (6,7%) ont déclaré avoir une telle source de revenus (n=3), qui était un membre de la famille proche ou le mari.

Dans l'ensemble, 11,2% des filles de l'échantillon de référence ont déclaré faire des économies pour l'avenir. Le

TABLEAU 8. Indicateurs clés sur les moyens de subsistance, par région

	Tillabéry	Maradi	Total
Filles âgées de 12 à 19 ans ayant travaillé pour gagner de l'argent (%)	15,7	16,1	15,8
Filles âgées de 15 à 19 ans ayant travaillé pour gagner de l'argent (%)	15,1	17,3	15,8
Filles travaillant au moment de l'étude pour gagner de l'argent (parmi celles qui ont déjà travaillé) (%)	58,7	25,0	47,4
Filles travaillant en tant que commerçantes (parmi celles qui travaillent actuellement) (%)	67,6	(75,0)	68,9
Revenu moyen par mois (parmi celles qui travaillent actuellement) [(FCFA (USD))	10,645 CFA (\$18,24)	12,111 CFA (\$20,75)	10,905 CFA (\$18,68)
Filles déclarant épargner pour l'avenir (%)	9,7	14,1	11,2

⁹ À noter qu'à Maradi, seulement 8 filles ont déclaré travailler actuellement pour gagner de l'argent.

lieu où elles conservaient leurs économies était à la maison (52,2%), chez un proche (31,3%) et auprès d'un groupe informel d'épargne (14,9%). Aucune des participantes à l'étude n'a déclaré avoir un compte d'épargne dans une banque. Les raisons les plus fréquemment évoquées pour justifier les économies étaient l'achat de vêtements, de chaussures, ou d'autres articles personnels (73,1%), une urgence (19,4%), le partage avec des parents ou des amis (17,9%), et pour d'autres motifs (13,4%).

Les données sur les moyens de subsistance des filles à Tillabéry et à Maradi montrent que peu de filles dans ces régions participent à des activités génératrices de revenus et que parmi les filles qui travaillent, les revenus déclarés sont faibles, mais pas forcément négligeables dans un pays où le RNB par habitant est de 390 dollars américains (Banque mondiale, 2017).

La vie sociale des adolescents

Les interventions visant à retarder l'âge du mariage doivent s'efforcer de comprendre le contexte social dans lequel vivent les filles, notamment les normes de genre et les attitudes dominantes à l'égard des femmes. Pour mieux comprendre le contexte social dans ces communautés, nous nous sommes penchés sur les attitudes liées au genre, en

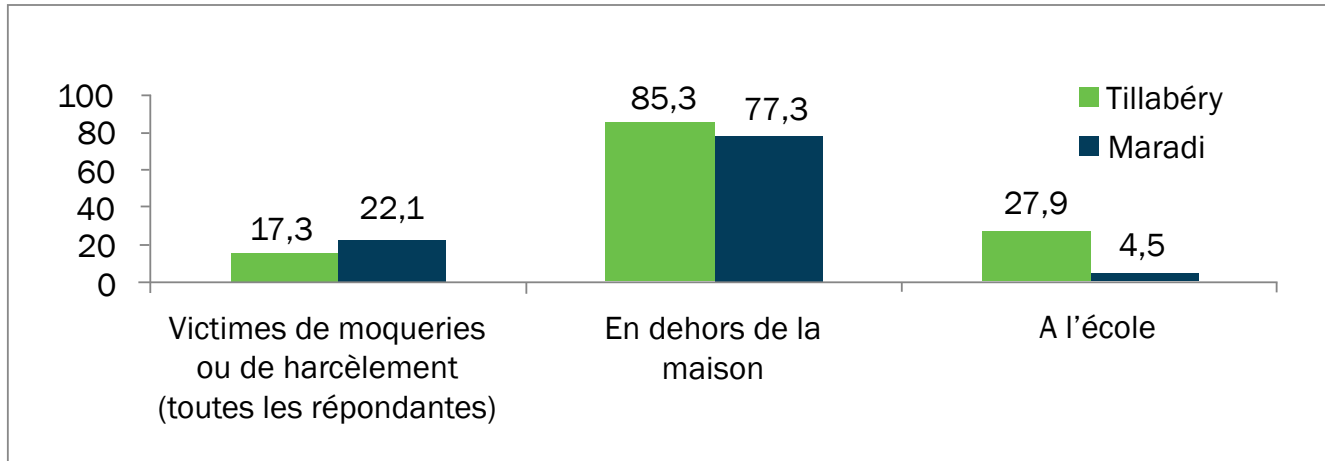
posant aux répondantes des questions sur les droits des filles, la place des filles dans leurs familles par rapport aux garçons, les attitudes envers la violence contre les femmes, et les notions de masculinité. Nous avons examiné ces indicateurs selon le statut matrimonial des répondantes, en partant de l'hypothèse que les filles mariées pourraient

TABLEAU 9. Attitudes sur l'égalité entre les sexes, par région et par statut matrimonial

	Pourcentage de filles qui étaient « d'accord » ou « tout à fait d'accord »			
	Tillabéry		Maradi	
	Actuellement mariées ou mariées dans le passé	Jamais mariées	Actuellement mariées ou mariées dans le passé	Jamais mariées
	N=106	N=295	N=84	N=115
Décisions sur le mariage				
Les garçons n'ont pas le droit de refuser un mariage arrangé	52,1	32,5**	50,0	45,4
Les filles n'ont pas le droit de refuser un mariage arrangé	51,5	32,3*	46,8	39,8
Rôles liés au genre				
Le rôle le plus important d'une femme est de s'occuper du ménage et de faire la cuisine pour sa famille	84,0	64,9***	92,8	88,5
La femme doit assumer la responsabilité d'éviter de tomber enceinte	48,8	55,9	52,2	53,7
Si quelqu'un insulte un homme, il doit défendre sa réputation, par la force si nécessaire	50,0	44,4	45,2	44,3
Une femme doit toujours obéir à son mari	98,1	96,2	100,0	94,7
Une femme doit avoir le droit de divorcer de son mari	46,8	32,5	7,4	8,4
Acceptation de la violence				
Il y a des moments où une femme mérite d'être battue	18,1	20,4	21,9	29,2
Une femme doit supporter la violence afin de préserver l'unité de la cellule familiale	46,9	51,8	65,0	62,9
Acceptation de la violence				
Une femme ne peut pas refuser d'avoir des rapports sexuels avec son mari.	67,0	60,9	46,8	47,6
Quand une femme est violée, elle est généralement en faute pour s'être mise dans cette situation.	6,0	9,2	42,6	47,4

*** p< .001, ** p< .01, * p<.05 indiquent des différences statistiques significatives entre les répondantes déjà mariées et les répondantes jamais mariées (dans la même région), tout en tenant compte des « effets de grappes » au niveau du village.

DIAGRAMME 7. Pourcentage de filles ayant déclaré avoir été harcelées



avoir des perspectives différentes de celles des filles n'ayant jamais été mariées. Nous avons également examiné les données par région. Le Tableau 9 présente les résultats.

Globalement, nous avons découvert que, chez les adolescentes de l'échantillon, et ce quelque soit leur état civil, les attitudes liées à l'égalité des sexes étaient plus équitables que ce que nous avons prévu étant donné les taux élevés de mariage précoce au Niger. Par exemple, seulement 40,3% des filles de l'échantillon étaient d'accord sur le fait que les filles n'ont pas le droit de refuser un mariage arrangé et seulement 21,9% étaient d'accord sur le fait que parfois une femme mérite d'être battue. Cela dit, il reste encore beaucoup de travail à faire, notamment chez les filles mariées : 98,9% des filles qui ont déjà été mariées (et 95,7% des filles jamais mariées) ont affirmé qu'une femme devait toujours obéir à son mari, 55,1% de toutes les filles de l'échantillon étaient d'accord sur le fait qu'une femme devait supporter la violence afin de préserver l'unité de la cellule familiale, et 58,1% des filles de 15 ans et plus étaient d'accord sur le fait qu'une femme ne pouvait pas refuser d'avoir des rapports sexuels avec son mari.

En plus des attitudes liées au genre, nous avons également cherché à comprendre la vie sociale des filles dans ces communautés. Nous avons demandé aux filles quelle était leur expérience en matière de moqueries ou de harcèlement, puis avons comparé les réponses dans les régions de Tillabéry et Maradi. La Diagramme 7 présente les réponses aux indicateurs clés. Nous avons demandé aux filles si elles avaient déjà rencontré des situations où des garçons ou des hommes les dérangaient, les interpelaient ou leur parlaient de manière grossière, les sifflaient, ou leur

75,5%: Pourcentage de filles qui ont répondu qu'elles ne sont pas membres d'un club ou d'un groupe.

96,8%: Pourcentage de filles qui sont d'accord ou tout à fait d'accord sur le fait qu'une femme doit toujours obéir à son mari.

55,1%: Pourcentage de filles qui sont d'accord ou tout à fait d'accord sur le fait qu'une femme doit supporter la violence afin de préserver l'unité de la cellule familiale.

accordaient une attention non sollicitée que ce soit chez elles, soit à l'extérieur. Environ une fille sur cinq a déclaré avoir vécu un tel harcèlement (17,3% des filles à Tillabéry et 22,1% des filles à Maradi). Parmi elles, nous leur avons demandé si les incidents de harcèlement s'étaient produits à la maison et/ou à l'école : le harcèlement se produisait le plus fréquemment hors de leur domicile (85,3% à Tillabéry et 77,3% à Maradi) et moins fréquemment à l'école (27,9% à Tillabéry et 4,5% à Maradi). Les faibles niveaux de signalement de harcèlement à l'école peuvent s'expliquer par le faible taux de scolarisation.

Des recherches antérieures nous ont appris que lorsque les filles grandissent, leur monde se rétrécit par rapport à celui des hommes (Hallman et al. 2015), et nos résultats indiquent que les filles incluses dans notre étude ont une mobilité limitée. Au total, 75,2% des répondantes ont déclaré qu'elles n'avaient pas le droit de sortir de la maison après le coucher du soleil avec des disparités significatives entre les régions (85,3% à Tillabéry et 54,8% à Maradi). La majorité des répondantes (96,7% à Tillabéry et 84,3%

à Maradi) ont déclaré que leurs parents ou leurs tuteurs s'inquiétaient pour leur sécurité.

Les résultats suggèrent que dans ces communautés, il existe des normes de genre traditionnelles entourant le mariage et les rôles des femmes au sein de la famille, même si elles sont moins dominantes que nous ne le pensions. Moins de la moitié des filles ont déclaré qu'elles pensaient que les garçons (41,2%) et les filles (40,3%) avaient le droit de refuser un mariage arrangé. Un nombre moins élevé de filles (21,9%) ont affirmé que parfois une femme méritait d'être battue. Cependant, 96,8% des filles de l'échantillon ont affirmé qu'une femme devait toujours obéir à son mari.

Nous avons noté quelques différences entre les réponses des répondantes mariées et jamais mariées. Pour certains indicateurs, les filles mariées avaient tendance à être plus conservatrices : 87,8% des filles mariées ont déclaré que le rôle le plus important d'une femme est de s'occuper de son foyer et de faire la cuisine pour sa famille, contre 71,5% des filles jamais mariées, et 22,5% des filles mariées jugeaient que lorsque une femme est violée, elle est généralement coupable de cette situation, contre 14,4% pour les filles jamais mariées.

Discussion

Afin d'identifier les domaines où les interventions pourraient améliorer les conditions des filles au Niger, nous nous sommes penchés sur la vie de ces adolescentes, y compris leurs connaissances et leurs expériences en matière de santé reproductive, d'éducation, de résultats scolaires, et de leurs expériences et attitudes à l'égard du mariage. L'étude des filles dans des communautés spécifiques à Tillabéri et à Maradi nous a permis d'avoir une compréhension plus nuancée de leur vie dans ces communautés, ainsi qu'une mesure de référence pour évaluer l'impact du programme.

Un certain nombre de résultats, mis en exergue ci-dessous, sont intéressants et se prêtent à un examen approfondi au fur et à mesure de la mise en œuvre du programme MTBA :

- Nos résultats indiquent que les niveaux de scolarisation sont faibles aussi bien à Tillabéri qu'à Maradi : la proportion de filles qui n'ont jamais été scolarisées était importante dans les deux régions (24,7% à Tillabéri et 64,8% à Maradi) et seulement 27,6% des filles de l'échantillon étaient inscrites à l'école à l'âge de 15 ans, cette proportion étant beaucoup plus faible à Maradi (3,7%) qu'à Tillabéri (38,3%). De toute évidence, le mariage met fin au parcours scolaire des filles : seulement 3,2% des filles qui ont déjà été mariées étaient scolarisées au moment de l'étude. À Maradi, aucune fille mariée au moment de l'étude ou auparavant n'était scolarisée contre 5,7% à Tillabéri. Les interventions qui ne ciblent que les filles scolarisées passeront à côté de certains groupes importants de filles vulnérables et arriveront trop tard pour les filles qui ont déjà quitté l'école pour se marier.
- Sur un certain nombre d'indicateurs clés, les filles vivant à Maradi enregistraient des retards par rapport à celles de Tillabéri. Dans la région de Maradi, les filles se marient plus tôt (l'âge moyen au premier mariage était de 14,7 ans contre 15,1 ans à Tillabéri), elles sont moins susceptibles d'être scolarisées (14,6% contre 51,4%), elles sont plus susceptibles d'avoir des niveaux d'alphabétisation plus faibles (92,5% ne pouvaient lire aucune contre 60,1% des filles à Tillabéri), et elles sont moins susceptibles de déclarer qu'elles travaillent pour gagner de l'argent (25,0% contre 58,7%). Ces résultats sont similaires aux données de l'EDS pour ces indicateurs, même si les différences notées dans l'EDS ne semblent pas d'être aussi extrêmes que les nôtres : cela peut s'expliquer par la sélection des sites du programme MTBA. Bien que Maradi ait une plus grande marge d'amélioration dans le cadre du programme MTBA, les différences entre les régions peuvent s'expliquer par les facteurs difficiles à traiter sur le plan programmatique, tels que les normes culturelles de certains groupes ethniques ou religieux (à noter que 70,8% de l'échantillon à Maradi se considère comme Haoussa par rapport à 6,0% de l'échantillon à Tillabéri). Pour que les programmes soient efficaces, ils doivent être adaptés de manière à répondre aux besoins des populations dans chaque région ; les agents d'exécution doivent travailler en étroite collaboration avec des partenaires locaux et des informateurs clés pour mieux comprendre les facteurs qui contribuent au mariage précoce dans chaque région.
- Les faibles niveaux de participation des filles à l'économie à Tillabéri et à Maradi (15,7% à Tillabéri et 16,1% à Maradi ont déclaré avoir déjà travaillé) et les niveaux faibles de scolarité (24,7% à Tillabéri et 64,8% à Maradi ne sont jamais allées à l'école) suggèrent qu'il existe peu d'options pour les filles à part le mariage précoce. Dans d'autres contextes, nous avons constaté que les opportunités scolaires et/ou les opportunités de génération de revenus peuvent être un moyen de retarder l'âge du mariage. Les interventions visant à retarder l'âge du mariage doivent aborder les normes communautaires et parentales entourant les opportunités offertes aux filles hormis le mariage, sachant que ces facteurs sont des obstacles au changement individuel. Les interventions doivent également étudier les moyens de stimuler les possibilités pour les filles de subvenir à leurs besoins et d'acquérir de nouvelles compétences à l'extérieur de l'école.

Il convient de prendre en compte un certain nombre de limites. Premièrement, la conception de l'étude n'a pas permis la répartition aléatoire des communautés ; il est donc possible que les communautés désignées pour faire partie du programme MTBA vivent dans de meilleures conditions que les communautés typiques des régions de Tillabéry et Maradi en raison des critères utilisés dans la sélection des sites du programme. Par exemple, il est possible que les filles dans ces communautés aient un niveau d'éducation plus élevé parce que la présence d'écoles secondaires dans ces communautés était une condition préalable. Une autre limite potentielle est la subjectivité de l'auto-déclaration. Notre étude pose un certain nombre de questions sensibles, y compris des questions sur le mariage précoce, qui est illégal pour les filles âgées de moins de 15 ans au Niger. Les filles ont peut-être été réticentes à répondre honnêtement aux questions sur les sujets sensibles tels que le mariage précoce et l'activité sexuelle.

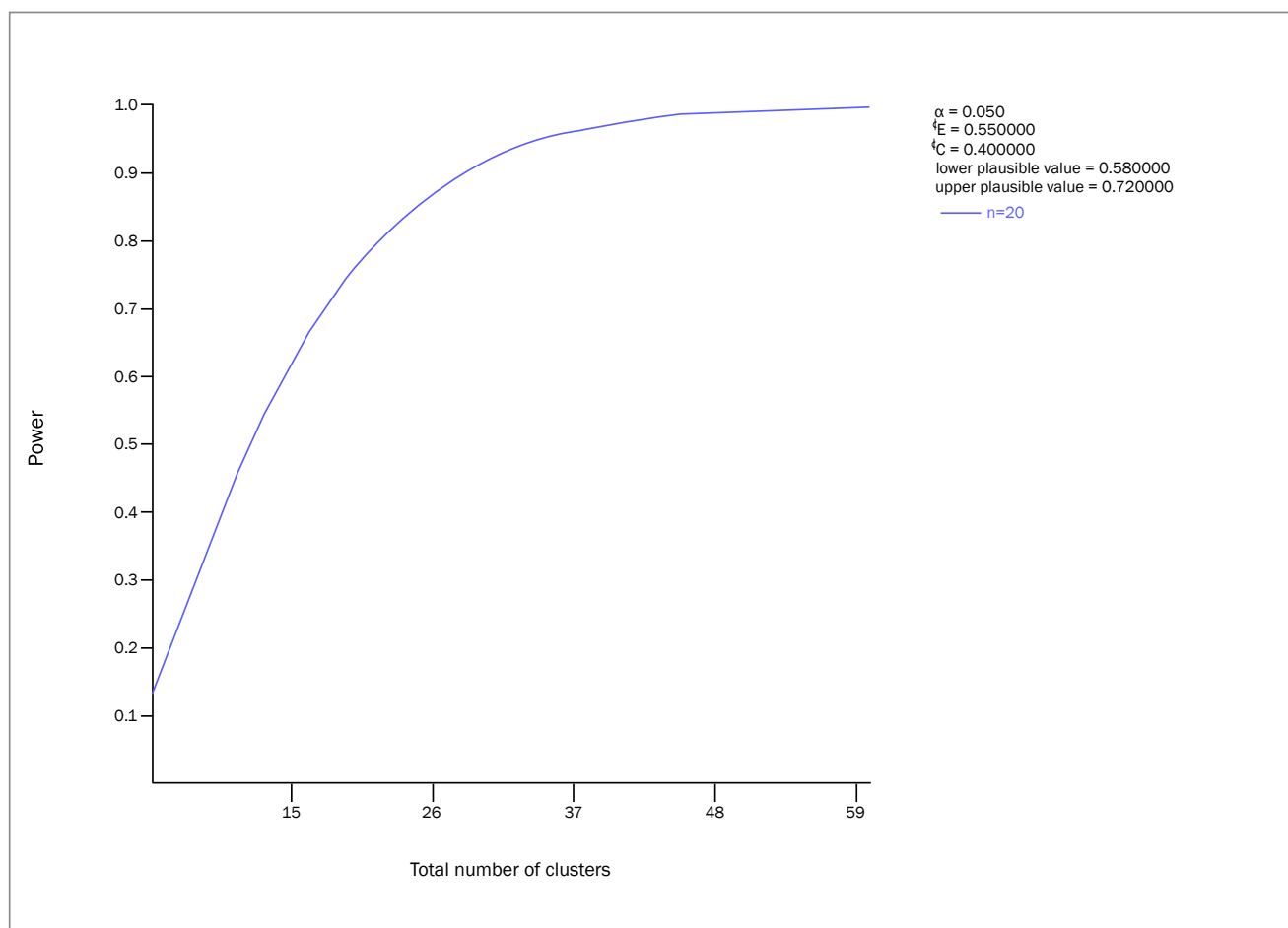
Cette étude de référence fournit des informations riches sur les expériences vécues par les filles dans ces communautés et met en évidence un certain nombre de résultats intéressants que les programmes peuvent prendre en compte pendant la conception et la mise en œuvre des interventions visant à améliorer la vie des adolescentes à Tillabéry et à Maradi. La collecte de données supplémentaires, y compris les données qualitatives et les études à mi-parcours et en fin de parcours, apporteront davantage d'informations et nous donneront une meilleure idée de l'impact du programme MTBA sur les filles dans ces communautés.

Annexe 1

L'intervention du programme MTBA au Niger est mise en œuvre par Oxfam Novib et Save the Children dans deux régions (Tillabéry et Maradi) et compte 3 districts à Tillabéry (Say, Torodi et Tera) et 1 district à Maradi (Tessaoua). Nous avons utilisé une comparaison appariée à deux niveaux au Niger basée sur des études transversales répétées. Nous avons proposé de sélectionner les zones d'intervention et les zones de comparaison (chacune représentant 50% de l'échantillon total) pour l'étude de référence basée sur les villages (ZR). Sur la base d'un échantillon cible de 600 filles (30 groupes de 20 filles), nous avons estimé un effet détectable minimum de 15% pour la proportion des filles âgées de 12 à 19 ans mariées à la fin de l'étude.

Les données de l'EDS 2012 indiquent des estimations de la valeur plausible minimale et maximale de l'âge des filles au premier mariage au Niger. Les données de l'EDS révèlent que la proportion de filles âgées de 15 à 19 ans qui sont actuellement mariées ou qui sont en union dans les régions concernées varie d'environ 58% à 72%. Bien que les chiffres seront probablement plus faibles pour les filles âgées de 12 à 19 ans, nous utiliserons ces valeurs et estimerons qu'au total, 20 filles par village (ZR) seront interrogées. Nous estimons qu'avec 20 filles par village/ ZR et 30 grappes au total, la puissance statistique devrait s'élever à 90% ou plus.

DIAGRAMME 1. Calcul de la puissance pour la taille de l'échantillon au Niger



Annexe 2

DIAGRAMME 1. Comparaison des zones d'intervention et des zones témoins pour les indicateurs clés (n=600)

	Intervention	Témoin
	N=300	N=300
Actuellement mariées ou mariées dans le passé (%)	24,7	37,0*
Dans une union polygame (parmi les filles mariées) (%)	16,4	24,3
Ecart d'âge moyen entre époux (parmi les filles mariées) (années)	8,9	8,8
Filles jamais scolarisées (%)	29,7	46,5
Filles non scolarisées actuellement (%)	49,0	73,0*
Filles ne sachant ni lire ni écrire (échantillon complet) (%)	45,0	64,0*
Non musulmanes (%)	12,3	4,3
Quintile de richesse le plus bas (%)	17,0	26,3

***p<.001, ** p<.01, *p<.05.

Références

Cellule de Planification et de Statistique (CPS/SSDSPF), Institut National de la Statistique (INSTAT/MPATP), INFO-STAT, et ICF International, 2014. Enquête Démographique et de Santé au Mali 2012-2013. Rockville, Maryland: CPS, INSTAT, INFO-STAT, et ICF International.

Ensminger, J, and J. Knight. 1997. "Changing social norms: Common property, bridewealth, and clan exogamy." *Current Anthropology* 38(1): 1-24.

Fenn, N.S, J. Edmeades, H. Lantos, and O. Onovo. 2015. Child marriage, adolescent pregnancy, and family formation in West and Central Africa: Patterns, trends and drivers of change. ICRW and UNICEF.

Hallman, K., N, Kenworthy, J.A. Diers, N, Swan, and B. Devnarain. 2015. "The shrinking world of girls at puberty: Violence and gender-divergent access to the public sphere among adolescents in South Africa." *Global Public Health* 10(3): 279-295.

Malhotra, A., A. Warner, A. McGonagle, and S. Lee-Rife. 2011. Solutions to End Child Marriage: What the Evidence Shows. Washington, DC: ICRW

Mathur, S., M. Greene, and A. Malhotra. 2003. Too Young to Wed: The Lives, Rights, and Health of Young Married Girls. Washington, DC: ICRW.

Mmari, K.N. and R.J. Magnani. 2003. "Does making clinic-based reproductive health services more youth-friendly increase service use by adolescents? Evidence from Lusaka, Zambia." *Journal of Adolescent Health* 33(4): 259-270.

United Nations Children's Fund (UNICEF). 2011. State of the World's Children 2011: Adolescence, An age of Opportunity. New York: UNICEF.

Walker, J.A. 2012. "Early marriage in Africa-Trends, harmful effects, and interventions." *African Journal of Reproductive Health* 16(2): 231-240.

World Bank. 2005. Project Performance Assessment Report: Niger First Education Project. Report Number 31657. <http://documents.worldbank.org/curated/en/627131468775532838/pdf/31657.pdf>.

World Bank. 2017. Data Bank: Niger. <http://data.worldbank.org/country/niger>.